

> Le MNR sur internet : www.m-n-r.fr

n°94
Décembre 2019

Le Chêne  5 €

MAGAZINE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉPUBLICAIN

Crise sociale : la cause en est le mondialisme qui appauvrit la France



Bruno Mégret
Le féminisme, instrument de déconstruction
p.2-3



Bernard Brès
Chirac, un imposteur
p.4-5



Pierre Relachon
Big bang sur les retraites
p.8

Aujourd'hui, la contestation est générale. Il s'agit bien sûr de s'opposer à la réforme des retraites et à la suppression des régimes spéciaux dans certains services publics. Mais au-delà, ce sont presque tous les secteurs professionnels qui connaissent des difficultés et on peut dire que c'est ensemble des classes moyennes et populaires du peuple français qui souffre. Le mouvement des gilets jaunes en a d'ailleurs été l'expression la plus spectaculaire et la plus profonde.

Pour autant, personne ne semble prendre la mesure de ce trouble généralisé. Car la faiblesse du pouvoir d'achat et le dysfonctionnement des services publics n'en sont pas la principale cause. Et ce ne sont pas quelques mesures homéopathiques ou symboliques pour aider les hôpitaux ou pour améliorer le niveau de vie des agriculteurs qui vont changer quoi que ce soit à la situation.

Car la réalité de fond est que notre pays s'appauvrit depuis des décennies en raison de la politique mondialisée menée par le système. Or le libre échangisme mondial, de même que l'immigrationnisme frénétique, conduit à un transfert de richesse de la

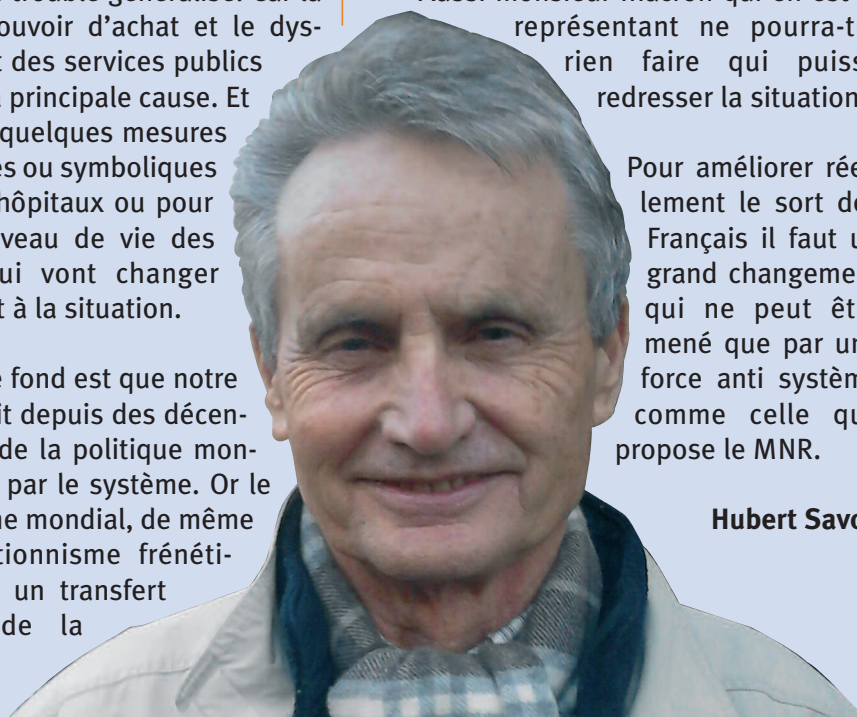
France vers les pays émergents et produit donc un phénomène durable et profond d'appauvrissement du peuple français.

Pour remédier aux difficultés actuelles il ne s'agit donc pas de prendre des réformes ponctuelles comme la réforme des retraites. Il faut en réalité rompre clairement avec la ligne politiquement correcte de la mondialisation économique et migratoire.

Mais cette politique est celle du Système. Aussi monsieur Macron qui en est le représentant ne pourra-t-il rien faire qui puisse redresser la situation.

Pour améliorer réellement le sort des Français il faut un grand changement qui ne peut être mené que par une force anti système comme celle que propose le MNR.

Hubert Savon



L'ACTUALITÉ VUE DU MNR

Communiqué du MNR du 8 octobre 2019 **Marche des fiertés hétérosexuelles : le début d'une prise de conscience ?**

Le samedi 31 août 2019 a eu lieu aux États-Unis, à Boston, haut-lieu du «progressisme» homosexuel, une «marche des fiertés hétérosexuelles». Cette manifestation a, naturellement, suscité de l'incompréhension et des moqueries. En vérité, dans une société équilibrée, une telle marche ne devrait pas être nécessaire. Mais n'a-t-elle pas été suscitée par les excès activistes des lobbys homosexuels ? Dans le principe, on ne comprend pas bien pourquoi les individus «LGBT» affichent leur fierté; alors, pourquoi pas une autre fierté, pour un comportement plus naturel ? Car le problème est que ces groupes demandent toujours plus de «droits» (cf. la PMA et la GPA), quitte à déstabiliser complètement la société.

Avec tous ceux qui aiment la vie naturelle, travaillons pour que les lobbys «LGBT» fassent preuve de moins d'arrogance : ils n'en seront que mieux considérés !

Communiqué du MNR du 14 octobre 2019 **Attaque à la préfecture de police : le fait d'un «radicalisé» ?!**

Le 3 octobre dernier un agent de la DR-PP (Direction du Renseignement de la Préfecture de Police de Paris) s'est attaqué à ses collègues, en tuant quatre avant d'être lui-même abattu. Les activités de cet agent lui valaient l'habilitation «secret-défense...» on reste stupéfait devant l'aveuglement des responsables d'un service fait pour «prévenir le terrorisme»! Christophe Castaner, le ministre de l'intérieur, a estimé qu'il s'agissait d'un «dysfonctionnement d'État», plus que d'un «scandale d'État». En vérité, et contrairement à cette déclaration, cet événement dramatique met en lumière les conséquences désastreuses de la volonté

(de tout le système politique et médiatique) de ne jamais vouloir mettre en cause l'islam, comme s'il s'agissait d'une religion comme les autres. Ainsi, Franceinfo titrait : «Attaque à la préfecture de police de Paris : Mickaël Harpon, un agent radicalisé...». Les journalistes évitent tant qu'ils le peuvent de mettre en cause l'islam : en bon français on peut être dit radicalisé par rapport à n'importe quelle idéologie politique ou religieuse, mais personne ne craint des attentats catholiques ou bouddhistes !

Répétons que les islamistes nous font la guerre : pour la gagner, il faut commencer par désigner l'ennemi : c'est L'ISLAM RADICAL, dont les racines se trouvent dans le Coran.

Communiqué du MNR du 5 novembre 2019 **Démêlés judiciaires de Jérôme Bourbon et Eric Zemmour : vive la liberté d'expression !!!**

Le 23 avril dernier, le directeur de RIVAROL, Jérôme Bourbon, comparait devant la XVIIe chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, pour divers écrits et pour une vidéo sur Youtube, datant tous de l'année 2018. Il était poursuivi pour injures raciales, diffamation publiques raciales, contestation et apologie de crimes contre l'humanité. Comme il le fait remarquer, comment peut-on à la fois contester l'existence d'un crime contre l'humanité et en faire l'apologie ? Il écrit dans Rivarol : Et pourtant le ministère public a réussi à trouver une injure raciale dans la considération suivante, qui était pourtant, de manière manifeste, un trait d'humour : «On me dit que si je ne me réjouis pas ce soir (le 15 juillet 2018) de la victoire (en finale de la coupe du monde de football) de l'équipe Black-Black-Black, c'est qu'il me manque une case. C'est peut-être vrai après tout : il me manque la case... de l'oncle Tom». La réquisition demandée est de un an de prison avec sursis, et un total de 100 000 euros d'amende... A titre de comparaison, contre le rappeur Nick Conrad avaient été requis

5 000 euros d'amende avec sursis pour son clip «pendez les blancs» ! De manière analogue, Eric Zemmour est définitivement reconnu coupable de provocation à la haine raciale. Mardi 17 septembre, la Cour de cassation a rejeté son pourvoi, établissant ainsi une condamnation définitive. Le polémiste avait été condamné, en mai 2018, à 3 000 euros d'amende par la cour d'appel de Paris. Il avait déclaré, entre autres choses (dans «C dans l'Air» du 6 septembre 2016) que «dans d'innombrables banlieues françaises où de nombreuses jeunes filles sont voilées» se jouait une «lutte pour islamiser un territoire», «un djihad». Ainsi donc, porter un jugement (et faire une constatation) sur l'islam serait de la haine raciale ? Nous ne savons pas que l'islam caractérisait une race...

Devant les atteintes à la liberté d'expression sur la défense de notre civilisation, pensons à soutenir les publications et les médias qui osent dire la vérité à propos des attaques que subit notre pays.

Le féminisme, un instrument de déconstruction des valeurs

Avec l'invention du concept de «féminicide», le féminisme montre clairement son vrai visage : niant la spécificité des femmes et menant la guerre contre les hommes, il est allé au-delà de ses revendications d'origine portant sur l'égalité des droits et s'affirme dorénavant comme un instrument de déconstruction des valeurs de notre civilisation.

Le féminisme est passé de l'égalité des droits à la déconstruction des valeurs

Le féminisme, c'est-à-dire la volonté d'ériger les femmes en une catégorie sociale spécifique victime du pouvoir «patriarcal», est une invention anglo-saxonne du début du siècle dernier. Focalisé sur l'égalité des droits, ce mouvement obtient satisfaction au lendemain de la Seconde Guerre mondiale avec

notamment le droit de vote pour les femmes. Ayant atteint son objectif, il change de nature lors de la révolution des mœurs des années soixante et commence à s'en prendre à la famille traditionnelle ainsi qu'aux hommes qu'il désigne comme les oppresseurs de la femme.

Le féminisme contemporain n'apporte rien à la cause des femmes européennes

Mais autant la revendication première d'égalité des droits était légitime, autant les revendications actuelles concernant la place de la femme dans la société apparaissent infondées. Dans la sphère privée, les femmes ont en effet acquis aujourd'hui une position d'équilibre avec les hommes. Quant à leur place dans notre civilisation, elle a toujours été reconnue et a souvent été prééminente, comme en témoignaient jusqu'il y a peu les règles de la galanterie. Car, dans la civilisation européenne, la femme est non seulement la maîtresse du foyer, l'incarnation de la maternité et donc de la lignée, mais elle peut être aussi divinité, souveraine, voire guerrière. La plupart des femmes ont toujours travaillé et beaucoup ont exercé des responsabilités. Contrairement aux civilisations du Moyen-Orient, où la femme est considérée comme un être inférieur à l'homme, en Europe la femme a toujours joué un rôle fondamental, même s'il était différent de celui de l'homme.

Le féminisme fonctionne comme un agent de déconstruction au service du Système

Si donc le féminisme contemporain ne sert pas réellement la cause des femmes, il oeuvre en revanche au projet destructeur du Système. Les féministes, comme les prétendus «antiracistes» qui voient des questions raciales là où il n'y en a pas, mettent en scène une «domination institutionnelle» de l'homme et imposent une version sexuée des rapports humains là où elle n'a pas lieu d'être. Un processus qui déstabilise profondément la société et contribue à détourner l'attention de ce qui menace le plus les Européens, à savoir leur disparition en tant que peuple et civilisation.

Ce n'est pas un hasard si les féministes refusent systématiquement de reconnaître les risques que représente l'islamisation pour la condition féminine, allant même jusqu'à nier les violences sexuelles dont se rendent coupables certains migrants ou à affirmer que le port du voile serait un acte de fierté féminine. La vérité est que les féministes oeuvrent pour le Système et s'alignent sur

ses positions, même si celles-ci vont à l'encontre des droits des femmes.

Le féminisme impose une parité obsessionnelle, injuste et inefficace

Pour son travail de déconstruction, le féminisme se fonde sur l'égalitarisme, un principe simple et efficace qui permet de dénoncer une discrimination chaque fois que l'échantillon choisi ne comprend pas un nombre égal de représentants des deux sexes. Cette démarche victimaire et revendicatrice, qui s'apparente à celle pratiquée outre-Atlantique par les différentes minorités, notamment par les afro-américains, débouche ensuite sur des mesures prétendument correctrices, causes d'injustices et d'aberrations.

Ainsi, la politique des quotas ou celle de la discrimination positive est-elle particulièrement malsaine. Nommer des femmes de préférence aux hommes pour respecter ce type de normes peut en effet se révéler injuste pour les hommes méritants qui sont écartés et humiliant pour les femmes de talent qui sont promues. De plus, cette pratique qui vise à établir partout une parité systématique ignore les différences naturelles entre les hommes et les femmes qui font que certains emplois sont plus adaptés aux uns qu'aux autres. Elle conduit de surcroît à ne plus choisir les plus performants et les plus adaptés pour occuper les postes de direction dans notre pays.

Le féminisme rejette la nature maternelle de la femme

Pour «égaler l'homme» et atteindre ses objectifs de parité absolue, le féminisme militant en vient par ailleurs à combattre la maternité. Ce sont en effet les féministes qui, adoptant pour slogan «mon corps m'appartient», organisent autour de la loi Veil de 1975 une véritable campagne promotionnelle en faveur de l'avortement de masse, alors que, pour les auteurs de la loi, l'IVG devait rester une exception encadrée. Comme si, selon un étrange paradoxe, les féministes considéraient que la femme ne serait véritablement «libérée» qu'à la condition de refuser la maternité et de nier ainsi sa propre nature. Une vision qui trouve aujourd'hui son écho dans la théorie du genre selon laquelle le sexe ne résulte que d'un choix individuel et non d'une donnée naturelle.

Le féminisme favorable au suicide démographique européen

Dans cet esprit, l'idéal des féministes reste

la «femme active», celle qui s'est débarrassée des contraintes de la famille et des enfants, alors que la «mère de famille» incarne à leurs yeux le statut social le plus rétrograde qui soit. Ce faisant les féministes portent une lourde responsabilité dans la baisse de la natalité qui conduit au suicide démographique européen. Elles s'opposent en effet farouchement à toute politique familiale d'encouragement à la natalité en France comme en Europe. L'hiver démographique que connaît notre continent pas plus que l'immigration de peuplement qu'il subit ne les inquiètent le moins du monde.

Le féminisme conduit à la dévirilisation de l'homme

Car le principal objectif de ces militantes est au fond de mettre les hommes en accusation. Tel est d'ailleurs l'objet des campagnes médiatisées contre les agressions sexuelles et maintenant le féminicide car si le viol et le meurtre des femmes doivent bien sûr être durement punis, ils doivent l'être comme tous les autres crimes de sang. Si l'on cherche à leur donner un statut spécial c'est pour mettre en accusation la gent masculine. À cet égard, le féminisme remplit la même fonction que la repentance : il sert à instiller la mauvaise conscience chez l'homme européen afin de lui faire accepter l'idée de sa disparition programmée.

L'idéologie punitive des féministes considère en effet que l'homme est coupable de tout. Même la taille des femmes, en moyenne inférieure à celle des hommes, serait due au fait que dans la préhistoire les hommes se seraient appropriés les nourritures les plus riches ! Dès lors, l'homme européen doit s'excuser à tout instant d'être homme, il doit renoncer à s'intéresser aux femmes sauf s'il s'agit d'approuver les slogans féministes et dans les relations de couple il doit s'effacer. Il lui sera demandé de prendre à son compte les tâches féminines et d'estomper en lui toute trace de masculinité. Et, s'il ne se conforme pas à cela, il sera traité de macho, de sexiste, accusé de harcèlement, poursuivi par une meute de censeurs et de dénonciatrices. Et beaucoup de renoncer à leur virilité pour préserver leur tranquillité ou par simple conformisme.

Aussi, ce féminisme punitif mène-t-il une action de déconstruction particulièrement néfaste puisqu'il s'attaque à la nature même de la femme comme à celle de l'homme pour créer un être hybride et asexué. En ce sens, il s'affirme fondamentalement comme un anti-humanisme.

Bruno Megret

Chirac : un imposteur, f

Le 26 septembre dernier la France apprenait la mort de son ancien président de la République. Ce fut aussitôt la consternation générale orchestrée par Macron et les médias : «Super-menteur» était canonisé et tout un chacun devait dresser son panégyrique. Le peuple se prosternait devant son idole (des portraits géants avaient été dressés dans la capitale) et lui rendait hommage la nuit durant aux Invalides ou à l'Élysée, un jour de deuil national fut décrété et une minute de silence observée y compris dans les écoles, cependant qu'une cérémonie religieuse officielle se déroulait à Saint-Sulpice (à défaut de Notre-Dame) en présence de quatre-vingts chefs d'État et politiciens de tous bords (seule Marine Le Pen qui voulait se joindre au troupeau, était persona non grata)... Bref la désolation était générale devant une perte aussi immense ; selon un sondage, 80% des Français considéreraient, qu'avec De Gaulle, Chirac était le plus grand président que nous ayons connu, ce qui en dit long sur la faculté d'oubli et la bêtise de nos concitoyens lobotomisés par «le viol des foules par la propagande» analysé en son temps par Tchakhotine, et sur la démocratie en général (déjà Flaubert en 1871 notait : «je hais la démocratie ; le premier remède serait d'en finir avec le suffrage universel, la honte de l'esprit humain»).

L'idole des foules

Il est vrai que le monde entier nous enviait celui qui avait sauvé le pays du péril fasciste en 2002 (tout en refusant courageusement d'affronter Le Pen dans le débat d'entre deux tours) et condamné la France pour sa soi-disant responsabilité lors de la rafle du Vél'd'Hiv' en 1942 (ce que ses prédecesseurs avaient toujours refusé) «Il faut reconnaître les fautes du passé, ne rien occulter des heures sombres de notre histoire, lutter contre les forces obscures sans cesse à l'oeuvre». En réalité, Chirac loin d'être un véritable chef d'État, n'était qu'un politicien de la pire espèce : ambitieux, sans scrupule, cynique, corrompu

(voir, entre autres, les affaires de la ville de Paris), versatile, sans foi ni loi, ni convictions profondes ; il fut, bien au contraire, le fossoyeur de la droite et de la nation, trahissant toutes ses promesses et les valeurs traditionnelles qu'il était censé défendre. Au fond, il incarnait parfaitement notre époque, sans Dieu ni maîtres : aucun sens de l'honneur, ni d'autre idéal que le pouvoir au service de sa carrière. Ainsi toute sa vie, il vécut aux frais de la princesse (de la Mairie de Paris à l'Élysée d'abord, puis hébergé gratuitement dans de luxueux hôtels particuliers, quai Voltaire propriété du milliardaire libanais Rafic Hariri et ensuite rue de Tournon grâce à son ami François Pinault). De même, il cumula durant près d'un demi siècle les mandats et fonctions avec un féroce appétit (comme il consommait force têtes de veau, bières Corona, personnes du sexe «faible», tout ceci pimenté, selon certains, de cocaïne). Quel exemple pour le bon peuple !

Fossoyeur de la droite

Son bilan depuis 1967 (secrétariat d'État à l'emploi) à 2007 (fin de son 2ème mandat présidentiel) n'est qu'un champ de ruines. Sous Giscard (il est Premier Ministre : 1974/76), il fut l'initiateur des deux réformes les plus lourdes de conséquences : dépénalisation de l'avortement (loi Veil 1975) et le regroupement familial pour les immigrés en 1976 d'où le début du génocide français (tous les ans, 200 000 avortements et autant d'entrées d'envahisseurs, extra-européens pour l'essentiel). Il déclarera plus tard : «non à une loi morale qui serait au-dessus de la loi civile» et aussi «l'Europe a des racines musulmanes» ce qui laisse pantois. Ceci marque le début du «grand remplacement» (notion théorisée par Renaud Camus, dont seuls le FN et Jean Raspail avaient pris conscience auparavant). Il continua durant sa présidence à promouvoir le PACS, le mariage homo, encourageant la PMA et les LGBT (sous l'influence de sa fille Claude ?) et créant le délit absurde d'homophobie. Il favorisa les mesures anti-familiales et contre la loi

naturelle. Hélas, comme De Gaulle, le chiraquisme a dupé de nombreux Français catholiques et patriotes : il est vrai qu'au début des années 70, il jouissait d'une image de «facho» avec pour conseillers Marie-France Garaud et Pierre Juillet «les faiseurs de roi» et un programme RPR de droite dure. Ceci lui permit avec son physique de jeune premier et de fonceur de manipuler les masses (toutefois, la présence du bonnet phrygien sur les cartes d'adhérent aurait du mettre la puce à l'oreille).

Chirac avait servi en Algérie qu'il voulait garder française, mais très vite il se laissa convaincre de rallier le gaullisme et ne fut pas gêné de côtoyer ses pires liquidateurs : beaucoup plus tard il fera symboliquement abroger la loi de déc. 2005 qui reconnaissait «le rôle positif de la colonisation française». Certes, en 1978, il lança le fameux Appel de Cochon (écrit par Garaud/Juillet, dont il allait se séparer bientôt) dénonçant «le parti de l'étranger» : «Comme toujours quand il s'agit de l'abaissement de la France, le Parti de l'étranger est à l'oeuvre avec sa voix rassurante. Français ne l'écoutez pas. C'est l'engourdissement qui précède la mort» mais il abandonna très vite cette ligne trop marquée à droite. Garaud qui l'avait jaugé dira à son propos «je pensais qu'il était du marbre dont on fait les statues, il est en fait de la faïence dont on fait les bidets». En outre, il détruisit la souveraineté française en faisant adopter le Traité de Maastricht (1992), puis ceux d'Amsterdam (1997) et de Nice (2001) et la fin de l'indépendance monétaire (2002) en faveur de l'euro.

Complice de l'invasion

De 1986 à 88, Premier Ministre de François Mitterrand, il renonce à modifier le code de la nationalité bien que l'abandon du calamiteux droit du sol et le retour au jus sanguinis soient prévus dans le programme du RPR. De même, il laisse choir, suite à l'affaire Oussekin, le projet de sélection à l'entrée de l'université, aggrave le nivellement par le bas et instaure une histoire

r, fossoyeur de la nation

officielle imposée par des lois mémorielles. Il bannit la préférence nationale et encourage la discrimination positive; il ne fait rien contre l'immigration (il trouve, par exemple, que la capitale n'est pas assez cosmopolite!) et les émeutes de banlieue (2005), malgré sa déclaration lors d'un banquet à Orléans (1991), «l'ouvrier français qui gagne 15000 francs et voit sur le palier de son HLM un immigré nanti de 3 ou 4 femmes, d'une vingtaine de gosses, qui touche 50000 frcs d'allocations diverses et qui ne travaille pas : si vous y ajoutez le bruit et l'odeur, le travailleur français devient fou». Il ne s'oppose pas non plus à la convention de Schengen (entrée en vigueur en 1997) qui ouvre les frontières intérieures de l'Europe.

Au fond, Chirac n'était qu'un radical socialiste, disciple de Queuille (Président du Conseil sous la quatrième république) : ainsi en 1981, il vote l'abolition de la peine de mort qui constituait la clé de voûte de notre système pénal et en 2003, il reçoit en grande pompe les loges maçonniques à l'Élysée, les couvrant d'éloges et se montre un soutien fervent de la LICRA qui le remerciera pour sa lutte contre l'extrême droite et pour avoir reconnu la responsabilité du régime de Vichy (1995), promesse faite à Serge Klarsfeld grand chasseur de nazis devant l'Éternel. En réalité, il était un laïcard forcené : «La laïcité est au cœur de notre identité républicaine "pierre angulaire de la république" principe non négociable... La laïcité fournit un cadre solide pour organiser la vie d'une société moderne, pluraliste, tolérante» : en définitive, il reprend le programme de Jules Ferry qui voulait un monde sans Dieu ni Roi. Symbolique fut aussi l'attribution (1995) de la carte d'ancien combattant aux volontaires (communistes) des Brigades internationales lors de la guerre d'Espagne : il est vrai que dans sa jeunesse, il avait, paraît-il, distribué l'Humanité et signé l'appel de Stockholm inspiré par eux...

Soumis aux lobbies

On le voit, Chirac était inféodé aux lobbies

qui, grâce aux lois anti-racistes (loi Lellouche -2003- qui durcit la liberticide loi Fabius/Gayssot) ou à la repentance pour la traite négrière, font régner une véritable police de la pensée. Un exemple parmi d'autres, son discours prononcé à Chambon sur Lignon en 2004, contre l'antisémitisme, l'intolérance, le racisme, la xénophobie... dont se rendraient coupables les Français de souche contre les juifs et les musulmans (aucune allusion aux actes anti-blancs ou anti-chrétiens). Chirac fait sienne la condamnation de «l'anti-judaïsme chrétien, précurseur du nazisme» (selon l'odieux Jules Isaac). C'est lui qui déclara «je n'ai qu'une haine au monde, le fascisme» ; il a toujours détesté Le Pen et de Villiers («c'est un type d'extrême-droite») ce qui explique son pacte (janvier 1986) avec le B'nai Brith (association juive maçonnique) de refus de toute alliance avec le FN et le choix suicidaire lors des élections de soutenir des listes socialistes voire communistes plutôt que nationales (le fameux «cordon sanitaire») et ce avant même la fameuse affaire du «détail» (1987) qui ne fut qu'un prétexte de plus. Le plus désolant fut que des militants de droite sincères le suivirent abusés par son image de dur (relayée par son ministre de l'Intérieur Pasqua lui servant d'épouvantail populiste et patriote pour donner le change aux idiots utiles), sympathique, proche du peuple (en fait c'était un vrai bourgeois cosmopolite parisien et un faux paysan corrézien enraciné dans son terroir; châtelain de Bity qu'il fit classer (1969) pour accéder aux désirs de sa femme Bernadette née Chodron de Courcelle, issue de la haute société). Pourtant les agriculteurs furent des soutiens indéfectibles sidérés par son air jovial, chaleureux, son entrain à taper sur le cul des vaches, à serrer des mains, à rire aux éclats et à se goinfrer au Salon de l'Agriculture tel un bon vivant à la santé insolente. C'était un candidat redoutable en campagne électorale de par son

énergie, sa fougue, sa bonne humeur apparente ; il n'avait pas son pareil sur les marchés, cafés, restaurants (appétit pantagruélique sans que rien n'y paraisse) mais un piètre orateur, débatteur et stratège (capable de décisions à la hussarde calamiteuses telle la dissolution d'une assemblée qui lui était acquise en 1997, d'où une cohabitation avec la Gauche jusqu'en 2002 !).

Un lourd passif

Hélas, il mena une politique désastreuse y compris sur le plan économique (désindustrialisation, chômage et déficit public en progression constante...) et pratiqua l'immobilisme (un «roi fainéant» selon Sarkozy), cédant aux syndicats, au lieu de réformer. Même l'agriculture fut détruite avec la PAC (politique agricole commune) qui provoqua l'extinction du monde paysan traditionnel et l'exode rural. Sans doute, avait-il déclaré pour satisfaire Hulot «notre maison brûle» mais ne fit rien pour la protection de la nature.

Mais, dira-t-on, il possédait une vaste culture. Il est exact que jeune il fréquentait assidûment le musée Guimet pour y assouvir sa passion pour les arts chinois et japonais dont il devint un fin connaisseur puis, plus tard, les arts premiers (en réalité primitifs) et l'Afrique noire d'où la création du musée quai Branly qui leur est consacré. Fort bien, me direz-vous, mais le problème c'est qu'il n'avait aucune appétence pour les arts gréco-romains ou chrétiens et la civilisation occidentale ; il en vint à penser que toutes les cultures se valaient ce qui est un sophisme.

A son crédit, on portera son refus de participer à la deuxième guerre du Golfe aux côtés des USA (2003) mais, par ailleurs, il fit bombarder la Serbie chrétienne avec l'OTAN (1994) ce qui eut pour résultat la création d'états mafieux islamistes au cœur de l'Europe (Bosnie et Kosovo s'ajoutant à l'Albanie). Il envoya aussi

Suite page 6

Chirac : un imposteur, fossoyeur de la nation

(suite de la page 5)

des troupes dans le guêpier afghan après les attentats du 11 Septembre et il ne fit rien, hormis quelques belles paroles sans suite, pour s'opposer à l'occupation israélienne en Palestine. Beaucoup de coups de menton, peu d'effets. C'est aussi lui qui mit fin au service militaire obligatoire, aux essais nucléaires à Mururoa (1996) et fit adopter le très controversé quinquennat.

Chirac qui fut 18 ans maire de Paris, 12 ans (1995/2007) Président de la République ne fit aucune réforme majeure et mena une politique de gauche trahissant ses électeurs dont il ne partageait ni les valeurs, ni les croyances, laissant la France affaiblie, envahie (de 1974 2007 le nombre d'extra-européens passe de 2 à 12 millions), aux mains de lobbies tout puissants : il demeura soumis au mondialisme et à l'Europe destructrice de Bruxelles.

Cette dernière profession de foi résume bien son obsession : «Ne composez jamais avec le racisme, l'antisémitisme, le rejet de l'autre. Dans notre histoire l'extrémisme a déjà failli nous conduire à l'abîme... C'est un poison, il divise, il pervertit, il détruit. Tout dans l'âme de la France dit «non» à l'extrémisme».

Non, décidément, il nous est impossible de célébrer un imposteur aussi funeste qui restera comme un acteur déterminant de notre décadence et sera jugé sévèrement par le tribunal de l'Histoire.

Bernard BRES

Dimanche 6 octobre à Paris :

Grande manifestation «Marchons Enfants !» du 6 octobre à Paris, contre la PMA (procréation médicalement assistée) sans Père et la GPA (gestation pour autrui) : organisée par une vingtaine d'associations. Elle a regroupé de nombreux manifestants, à tel point qu'un deuxième parcours a dû être ajouté au premier... Cela faisait suite à l'action du gouvernement ayant présenté (le 26 juillet 2019) son projet de loi de bioéthique comprenant la PMA pour des femmes seules et couples de femmes.

Dimanche 6 octobre à Paris : «Al-Andalus, du mythe à l'histoire»

Colloque organisé par l'Association pour l'Histoire (Philippe Conrad) et consacré à al-Andalus, l'Espagne sous domination musulmane. Ce fut un succès. C'est un auditoire nombreux et attentif qui a suivi les exposés des différents intervenants (les meilleurs spécialistes espagnols et français de l'histoire de l'islam en Espagne) réunis pour présenter le thème retenu : corriger la version idyllique de l'histoire de l'islam en Espagne telle qu'elle est souvent présentée...

12 et 13 octobre à Rungis : 13èmes journées de Synthèse Nationale (Roland Hélie)

avec l'ensemble du camp national et identitaire. La journée des années précédentes est passée à deux jours, et ce fut une réussite : près de 3 000 visiteurs, une trentaine d'orateurs, quatre-vingts stands, et un aspect festif avec quatre concerts, un banquet, une soirée dansante. Parmi les intervenants, les Français Roland Hélie (directeur de Synthèse Nationale), Richard Roudier (ligue du midi), Philippe Randa (directeur d'Eurolibertés), Vincent Vauclin (Dissidence française), Georges Feltin-Tracol (essayiste).

Dimanche 17 novembre 2019 à Paris : «Contre l'islamisme»

Manifestation à l'appel de Génération Identitaire, et en réponse à la manifestation du 10 novembre «contre l'islamophobie».



N° 94 - Décembre 2019 Directeur de la publication : B. Brès - Périodicité : trimestriel
Rédaction : 78 rue de Malnoue 93160 Noisy le Grand - Courrier : MNR, BP 10008, 93161 NOISY le Grand Cedex
Date de la parution : Décembre 2019 - Commission paritaire : N° 1119P11309
Éditeur : MNR - Imprimeur : PFO 102, Champs-Élysées 75008 PARIS - RCS Paris B 440 654 069

VIE DU MOUVEMENT ET DE LA DROITE NATIONALE

Vendredi 29 novembre 2019 à Paris : Beaujolais nouveau

comme chaque année nous avons célébré avec notre président l'arrivée de ce vin français connu à travers le monde



Samedi 30/11 à Paris : «La France et l'islam, état des lieux»

Colloque organisé par l'Agrif (Alliance Générale contre le Racisme et pour le respect de l'Identité française et chrétienne, de Bernard Antony) , Chrétienté Solidarité et le Centre Charlier, pour une vision lucide d'un sujet plus que jamais d'actualité...

IN MEMORIAM
Florence Drillon (avril 2019) : soutien du MNR au début et pendant plusieurs années.
André Dovillez, fidèle soutien du MNR depuis le début.
Nous adressons nos condoléances à ses proches.



BULLETIN DE SOUTIEN

A retourner à : MNR – BP 10008 93161 NOISY le Grand cedex (tél. 09 51 45 84 93)

Donner à l'AFMNR vous permet de bénéficier, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (et dans la limite de 7500 € par an), d'une réduction d'impôt de 66 % du montant de votre don. Un reçu fiscal anonyme vous sera adressé.

Nom, prénom.....Né(e) le.....

Adresse.....

Téléphone..... Mobile.....

Courriel.....@.....

J'apporte mon soutien au Chêne (chèque à l'ordre d'AFMNR), je fais un don de :

20 € 50 € 100 € 200 € ou +€

PROPOSITION

BIG BANG SUR LA RÉFORME DES RETRAITES 2019

Voici des suggestions de réforme :

**ne plus imposer une date de départ à la retraite ?
ne plus tenir compte du temps de cotisation ?**

Calculer le montant de la retraite en tenant compte du montant de tous les revenus du travail déclarés aux impôts, pendant toute la vie professionnelle ?

(REVENUS du travail = salaire + prime de nuit + primes de jours fériés + 13ème mois + prime intéressement aux bénéficiaires + parachutes dorés, etc...)

Exemples de calcul du montant de la retraite :

Un salarié a gagné en moyenne 2000 € par mois pendant 42 ans (c'est-à-dire la moitié de la durée de vie moyenne des français). Le montant déclaré aux impôts est donc de $2000 \times 12 \text{ mois} \times 42 \text{ ans} = 1\,008\,000$ euros. (exemple) si un euro = 1 point de retraite, le salarié dispose de 1 008 000 points de retraite.

• 1er exemple :

le salarié demande à partir à la retraite à 60 ans : sa retraite sera calculée pour une période de : 84 ans (durée moyenne de vie) moins **60 ans** (âge de départ à la retraite) soit 24 ans x 12 mois = 288 mois. il aura donc droit à 1 008 000 points divisés par 288 mois, soit 3750 points par mois. Si le point de retraite est à 0,5 euro, le montant de sa retraite mensuelle sera de : $3750 \times 0,5 = 1875$ euros, jusqu'au décès du retraité.

• 2ème exemple :

le salarié demande à partir à la retraite à **55 ans** : sa retraite sera calculée sur : 84 ans - 55 ans, soit 29 ans x 12 mois = 348 mois. Sa retraite sera donc de : 1 008 000 points divisés par 348 mois soit 2896 points par mois le point étant à 0,5 euro le montant

de sa retraite mensuelle sera de $2896 \times 0,5 = 1448$ euros jusqu'à son décès.

• 3ème exemple :

le salarié demande à partir à la retraite à **65 ans**, sa retraite sera calculée sur : 84 ans - 65 ans, soit 19 ans x 12 mois = 228 mois sa retraite sera donc de : 1 008 000 points divisés par 228 mois, soit 4421 points par mois.

Le point étant à 0,5 euro, le montant de sa retraite sera de $4421 \times 0,5 = 2210$ euros, jusqu'à son décès.

On constate donc que la liberté laissée sur l'âge de départ à la retraite sera permise par la correction (en plus ou en moins) du niveau de la pension, sans provoquer de difficultés de financement.

D'autre part, la valeur du point pourrait être dégressive.

Par exemple :

- nombre de points acquis, 1 000 000, valeur du point 0,5 euro
- de 1 000 001 à 2 000 000, valeur du point 0,4 euro
- de 2 000 001 à 3 000 000, valeur du point 0,3 euro
- de 3 000 001 à 4 000 000, valeur du point 0,2 euro
- de 4 000 001 à 5 000 000, valeur du point 0,1 euro
- de 5 000 001 à plus, valeur du point 0,0 euro

Cela permettrait d'éviter que certaines retraites atteignent des niveaux indécents par exemple en conséquence de «parachute doré»

Créer une banque sociale :

Supprimer toutes les charges sociales sur les salaires (résultat : réduction du coût de l'heure brute travaillée, réduction du prix de revient des produits fabriqués, simplification des feuilles de paye) et les remplacer par une TVA sociale qui alimentera la Banque sociale.

Avantage de la TVA sociale sur le chiffre d'affaires : régulariser l'alimentation de la BANQUE SOCIALE qui ne sera plus influencée par la diminution irrémédiable du nombre de salariés, remplacés de plus en plus par des robots et des machines automatisées.

La Banque Sociale aura pour rôle d'alimenter les caisses :

- de la Sécurité Sociale
- de la retraite nationale
- du chômage
- des allocations familiales
- etc...

RETRAITES COMPLÉMENTAIRES et RÉGIMES SPÉCIAUX (Sncf, RATP, etc...)
Les avantages de ces retraites devraient être traités comme des MUTUELLES du type Mutuelles de Santé, créées et gérées par les syndicats, les salariés et financées uniquement par les adhérents. (Nom de ces nouveaux organismes - Mutuelles Retraites).

Ces suggestions demanderaient à être précisées pour une application effective, mais il nous semble qu'elles pourraient donner des pistes pour le projet actuel de réforme des retraites, dont la réalisation paraît épineuse...

Pierre Relachon